
Publié le: 30-07-2008



"Maintenant- agissons avec le PE" - mercredi, 30 juillet 2008- chat.europe.bg - participants : les citoyens européens de tous les Etats membres. L'invité spécial : le membre du Parlement européen Petia Stavreva.

Nous vous proposons un résumé des sujets principaux de la discussion. Le texte intégral est publié dans la rubrique "Interactive" de la version bulgare du site spécialisé parliament.europe.bg.

Les participants ont posé beaucoup de questions sur la production de biocarburants et les problèmes qu'elle pose pour la production des aliments. Petia Stavreva a expliqué que dans le PE il y a beaucoup de discussions dans toutes les commissions concernées par ce problème. "Dans la commission en charge de l'agriculture, nous avons adopté une résolution concernant la hausse des prix des aliments et des fourrages. Elle propose d'enlever la restriction disant que 10% des terres doivent être laissées en jachère", a-t-elle déclaré.

"En pratique, la demande mondiale a devancé l'offre mondiale. Nous devons prendre en compte les changements climatiques ainsi que la redirection d'une partie de la production d'aliments vers la production de biocarburants", a déclaré Petia Stavreva. "Au sein du PE, nous avons discuté d'un paquet de mesures qui exerceront un contrôle raisonnable sur la production accrue de biocarburants."

"PTS" a demandé si la production de biocarburants est suffisante en Bulgarie et Petia Stavreva a répondu que selon un rapport de la Banque mondiale 75% de la hausse du prix des aliments est due à la production accrue de biocarburants.

"Il y a d'autres thèses aussi", a rajouté Stavreva, "Oui, notre pays a du potentiel pour produire des biocarburants mais il faut prendre en compte les changements actuels dans la Politique Agricole Commune qui prévoient une certaine restriction des subventions pour ces produits-la."

Bien sûr, ce n'est pas encore décidé officiellement, mais il y a de telles propositions", a dit le député européen. "Quand nous parlons du colza comme un produit utilisé pour produire des biocarburants, nous devons prendre en compte encore quelque chose : aujourd'hui on veut stimuler la production de biocarburants de deuxième génération."

C'est ainsi que Petia Stavreva a commenté la question de "Country_folk" concernant l'introduction du colza comme une culture de masse en Bulgarie et la transformation de la partie nord de la Bulgarie en « une zone monoculture risquée ».

"Est-ce que vous pouvez nous renseigner sur le progrès de la construction d'une usine commencée par la société "Ecopetroleum" à Vidin, sur le danger pour toute la Bulgarie de Nord de se transformer dans une zone où on ne cultive que du colza génétiquement modifié et sur la privation du marché bulgare de blé ?", a demandé ce participant dans la discussion.

Copy of Discussion en ligne "L'UE et la crise pétrolière et alimentaire"

Selon "Country_folk" qui a commenté la question de "PTS", compter seulement sur "Ecopetroleum" serait monopoliser le marché et Petia Stavreva a généralisé qu'effectivement le monopole pourrait être dangereux.

"Country_folk" a raconté aux participants dans la discussion que leur commune est parmi les douze premières qui ont déclaré leur souhait de devenir "une zone libre de produits génétiquement modifiés". Maintenant on essaye de les persuader que seulement le colza génétiquement modifié est économiquement profitable.

"C'est la pire expérience- mon pure miel est en danger en raison du colza génétiquement modifié qui est également une plante mellifère", a rajouté l'internaute. Notre équipe a expliqué à ceux qui ne sont pas connaisseurs que le colza est une plante à fleurs jaunes. Elle est largement cultivée pour la production de fourrage, d'huile alimentaire et d'agrocultures. La grande demande sur le marché européen, les conditions climatiques en Bulgarie, favorables à son élevage, tous ces facteurs font de cette plante une culture indispensable de la production moderne de céréales. Le colza fleurit au milieu et au nord de la Bulgarie autour du 15 avril et jusqu'au 5-10 mai, c'est-à-dire, c'est une source précoce de pollen et de nectar en grandes quantités.

Question de "PTS": "Au niveau de l'UE, on a proposé des mesures politiques pour sortir de la crise alimentaire mondiale, quelle est la situation chez nous? "

Voici l'opinion de Petia Stavreva: "Lors de la dernière réunion des leaders de G-8, on a de nouveau discuté de cette question et on a envoyé un message clair- la hausse des prix doit être maîtrisée.

C'est une autre question comment on va résoudre ce problème en pratique. La crise avec les prix des aliments a beaucoup de dimensions. Il est important de prendre des mesures qui vont contribuer à normaliser les prix à long terme. "

Un participant anglophone dans la discussion, joseph_cogen", a demandé: "A l'échelle globale, les prix des ressources énergétiques augmentent et en même temps l'UE ne réussit pas à avoir un débat sérieux avec ses partenaires iraniens. Comme un représentant de la Bulgarie, comment est-ce que vous voyez le développement futur du dialogue politique entre Bruxelles et Téhéran dans la perspective d'une politique énergétique européenne commune de diversification". "Joseph_cogen" a expliqué que chaque Etat membre essaye de conclure des contrats énergétiques qui satisfassent ses intérêts et que l'Italie et la France sont un bon exemple pour cette tendance. "Quels sont les points principaux de la stratégie énergétique bulgare étant donné qu'en Bulgarie il y a deux camps concernant les livraisons de gaz : prorusse et anti-russe", se demande "joseph_cogen". Le député européen Stavreva a répondu : "Comme un pays membre la Bulgarie participe dans les discussions pour la diversification du marché énergétique. Mais il faut se rendre compte de l'augmentation des prix du pétrole et de la dépendance de notre pays des livraisons provenant de la Russie. La Bulgarie essaye de participer d'une manière constructive dans les débats au sein de l'UE concernant les livraisons de gaz dans les pays de l'UE", a encore dit Stavreva.

A la question de l'internaute francophone "Julie": "Jusqu'à quand l'UE va continuer à fermer ses yeux sur ce qui se passe en Russie seulement parce qu'elle a besoin de son pétrole et son gaz? Et si l'UE conclut un accord avec la Russie, est-ce qu'il y aura la possibilité de cultiver plus d'aliments au lieu de biocarburants? ", Petia Stavreva a répondu : "Oui, les relations avec la Russie sont toujours intéressantes quand il s'agit de livraisons de carburants et l'UE doit avoir une position commune sur sa politique. Libérer plus de terres pour cultiver des aliments ne garantit pas la baisse des prix des aliments. Je crois que l'Europe ne doit pas devenir dépendante

des livraisons de gaz et de pétrole provenant de la Russie."

L'internaute "PTS" a demandé : "Nous avons une stratégie nationale pour l'utilisation de ressources énergétiques renouvelables mais la part des biocarburants est la plus grande ?" Stavreva a répondu qu'en Bulgarie on écrit tout le temps des stratégies mais est-ce qu'elles répondent à la réalité, c'est une autre question. Il y a de très bonnes conditions en Bulgarie pour développer les ressources énergétiques renouvelables mais il faut se débattre comme avec les italiennes par exemple, a-t-elle rajouté. Le même internaute a posé une autre question sur le thème : "Est-ce qu'on peut encourager les producteurs d'exporter les biocarburants si leur prix est plus élevé que la moyenne ?". Le député européen a répondu que l'UE prépare un nouveau Règlement concernant l'exportation des biocarburants des pays membres qui va être également appliqué en Bulgarie. " L'UE a une position sur cette question qui provoque de vifs débats : il s'agit de la proposition jusqu'à 2020 10% de la production de carburant pour le transport de venir de ressources renouvelables", a raconté Petia Stavreva.

Le gel officiel de l'argent de SAPARD et les protestes des agriculteurs bulgares ont aussi été commentés dans la discussion. Selon le député de droite, les représentants de la DG Agriculture dans la Commission européenne attendent que la Bulgarie présente le plan d'action pour SAPARD mais... "ce ne sera pas suffisant pour débloquer l'argent. La Commission européenne veut voir si les mesures mentionnées dans ce plan vont être appliquées sur le terrain", a dit Stavreva.